

La Bolivie relève le défi de réduire le nombre de personnes sous alimentées



Par María Josefina Arce.

La Bolivie a cessé d'être un pays oublié pour être mondialement reconnu pour la politique socio-économique mise en place par le gouvernement du président Evo Morales, en faveur des secteurs les plus humbles de la société et pour ses efforts dans la construction d'un pays plus juste et équitable.

C'est pour toutes ces raisons qu'Evo Morales se rendra au siège de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, pour recevoir une distinction pour avoir obtenu que son pays atteigne le but de réduire la faim chronique.

Le rapport rendu public ces derniers jours par cet organisme de l'ONU sous le titre "L'état d'insécurité alimentaire 2015", situe la Bolivie parmi les 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont atteint cet objectif du millénaire.

Le document explique que la Bolivie est parvenue à faire baisser le taux de personnes sous alimentées de 34% en 1990 à 15,1 % cette année.

Il reconnaît que la stratégie appliquée par le gouvernement d'Evo Morales a rendu possible que la population dispose d'aliments sains de qualité et en quantité, notamment ceux compris dans le panier de la ménagère.

La nationalisation des hydrocarbures, l'une des premières mesures prises par le gouvernement du président Morales après son arrivée au pouvoir en 2006, a permis d'utiliser les revenus au bénéfice de tous les Boliviens. Cela s'est traduit en programmes sociaux qui favorisent la sécurité alimentaire de la population.

Développer l'économie sociale communautaire, renforcer l'agriculture familiale communautaire, la protection sociale des familles en situation de pauvreté et de vulnérabilité socio-économique, a toujours été une priorité pour le gouvernement bolivien.

La création d'entreprises comme celle d'appui à la production d'aliments sont des initiatives venues appuyer les petits producteurs agricoles, car cela a permis de faire baisser les prix de plusieurs produits.

Des changements dans le cadre légal et institutionnel ont été introduits de telle sorte de garantir la sécurité alimentaire de chacun des Boliviens.

La nouvelle constitution de la Bolivie, approuvée en 2009 considère dans son article 16, la sécurité alimentaire comme un droit humain. Un pas important dans la mise en application de ce droit a été l'approbation par le Parlement de la Loi d'alimentation scolaire.

Cette loi cherche à universaliser ce bénéfice à tous les étudiants du pays, pour contribuer au rendement scolaire et éviter que les enfants et les jeunes désertent le système éducatif.

Sans aucun doute, la stratégie appliquée par le gouvernement du président Evo Morales a permis à ce pays d'avancer dans l'accomplissement de l'une des prérogatives citoyennes essentielles et dans la construction d'un nouveau pays.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/58033-la-bolivie-releve-le-defi-de-reduire-le-nombre-de-personnes-sous-alimentees>



Radio Habana Cuba